

*Les universités subissent actuellement une crise budgétaire historique. Plus de 3 universités sur 4 sont en déficit, en raison d'un manque de moyens criant, organisé par les gouvernements successifs depuis des décennies. A Rennes 2, la présidence d'université a fermé administrativement la fac avec l'objectif affiché d'éteindre la contestation. **Mais la mobilisation fait tâche d'huile et les assemblées générales se multiplient partout sur le territoire** : Nantes, Brest, Angers, Poitiers, Tours, Paris, Toulouse, Montpellier, Lyon, Bordeaux, Nanterre... **Renforçons la mobilisation !***

L'hypocrisie des présidences de facs complices du gouvernement et de l'austérité

En fermant Rennes 2, ou en refusant l'amphi demandé par les étudiants de Nanterre, les présidences d'universités, qui faisaient mine de tirer la sonnette d'alarme en décembre, montrent leur vrai visage. Quel que soit leur vernis politique, elles vont appliquer les mesures d'austérité dictées par le gouvernement et le patronat, fermer des filières et des places en licence ou master, diminuer le chauffage dans nos amphis, ne pas titulariser des contractuels, ou même licencier des personnels, etc... Toutes ces attaques vont renforcer la sélection sociale à l'université, en rendant toujours plus difficile l'accès aux études supérieures et en dégradant les conditions d'études !

Le gouvernement des patrons organise l'austérité pour tous

Avec leur budget, Bayrou et Macron veulent « économiser » 52 milliards d'euros. Cet argent, ils ne vont pas aller le chercher chez le CAC40 (les 40 plus grosses entreprises françaises) qui a versé 98 milliards d'euros à ses actionnaires en 2024 (8,5% d'augmentation par rapport à l'année précédente). Non, le gouvernement prend l'argent dans la Sécurité sociale et le secteur de la santé (8,4 milliards), l'éducation nationale, etc... Comble de l'hypocrisie, le gouvernement continue d'augmenter le budget de l'armement

(413 milliards jusqu'à 2030) et d'engraisser à coup de subventions sociales les capitalistes, qui multiplie les plans de licenciements dans l'automobile, la chimie, la distribution...

Le budget 2025 : une déclaration de guerre aux classes populaires

Bayrou a fait passer son budget à coup de 49-3 et échappe à la censure grâce au soutien du Parti Socialiste et du Rassemblement National, au nom de « l'intérêt général de la France ». Au nom des intérêts patronaux, oui ! Celles et ceux qui nous ont fait croire à la possibilité d'une censure pour défendre nos conditions de vie - comme la France Insoumise - nous vendent des illusions : aucun gouvernement, de gauche comme de droite, ne s'opposera aux volontés du patronat. Pour faire tomber le gouvernement et le patronat qu'il sert, il faudra nous mobiliser dans la rue !

Le 11 février, première journée d'action ! Renforçons et amplifions la mobilisation nationale !

En quinze ans, les moyens alloués par étudiant pour leur formation ont diminué de 22%. Tous les gouvernements, de gauche comme de droite, ont organisé la pénurie et la précarité étudiante. Nous pouvons faire plier Macron et son gouvernement, et gagner des augmentations de moyens pour nos conditions d'études ! Ce 11 février se tient une première journée d'action avec des AG, des rassemblements et des actions de sensibilisation dans plusieurs facs. Une première pierre à l'édifice de la construction d'une lutte nationale contre les coupes budgétaires dans les universités. Pour cela il faut poursuivre, renforcer et massifier la mobilisation. **Non aux coupes budgétaires ; aucune suppression de place ou fermeture de filière ; pour un investissement massif dans l'enseignement supérieur, à la hauteur des besoins ! Préparons dès maintenant les prochaines journées de grève et de manifestations !** Nous ne pouvons compter que sur nos forces : multiplions les assemblées générales et espaces de mobilisations !